



CIBLE

Soldats

L' hommage rendu par François Hollande aux « cent mille soldats de confession musulmane » tombés pour la France pendant les deux guerres mondiales provoque le malaise.

Au fil des mois, va-t-on honorer tour à tour les soldats juifs, catholiques, protestants, bouddhistes, au risque de provoquer la colère des libres-penseurs ? Si l'on tient à faire des distinctions, il faut que l'État honore la mémoire des troupes coloniales – faute d'avoir su reconnaître concrètement l'ampleur de notre dette à leur égard.

Les commémorations de 1914 et de 1944 ne doivent pas ressembler aux campagnes électorales, au cours desquelles on a pris la désastreuse habitude de cibler des clientèles religieuses et ethnoculturelles. Bien des chercheurs tentent à juste titre de restituer la complexité des engagements dans les deux conflits mondiaux mais le président de la République n'est ni historien, ni sociologue. Il doit parler au nom de la France, comme chef des Armées, sinon c'est le sens de la guerre menée contre les deuxième et troisième Reich qui sera perdu.

Corruption

L' Union fait la farce

Suisse

**Les étrangers
chocolat**

p. 2

Angleterre

**Misère
publique**

p. 9

Une Suisse qui doute

Les Suisses ont approuvé, le 9 février, une initiative *Contre l'émigration de masse*. Sont-ils fous, ces Helvètes ? Une analyse détaillée s'impose.

A une courte majorité des voix (50,34 %) et des cantons (14,5 contre 8,5), les Suisses ont voté en faveur de l'initiative *Contre l'immigration de masse* proposée par l'Union Démocratique du Centre (UDC), un parti de droite populiste dont la xénophobie est une des spécialités. Une nouvelle fois, l'opposition entre Suisse romande et Suisse alémanique se confirme : tous les cantons romands ont rejeté l'initiative ; seuls Zurich, Zoug et le demi-canton de Bâle-Ville (1) ont exprimé le même rejet chez les Alémaniques. Même opposition entre villes et campagne : toutes les grandes cités ont refusé de limiter l'immigration par des quotas, qu'il s'agisse de Genève et Lausanne (Suisse romande), mais aussi de Bâle, Berne ou Zurich (Suisse alémanique).

Le résultat de cette votation est un désaveu du Conseil Fédéral (le gouvernement), du patronat, des syndicats et de l'ensemble des partis politiques qui, de gauche à droite et à l'exception de la seule UDC, s'étaient prononcés pour le rejet de l'initiative. Rappelons quelques votes antérieurs. Le 6 décembre 1992, les Suisses rejetaient l'adhésion à l'Espace économique européen dans la même proportion (50,3 %). Le

21 mai 2000, ils acceptaient les premiers accords bilatéraux, dont la libre circulation des personnes, à 67,2 % des voix. Le 25 septembre 2005, ils approuvaient l'extension de la libre circulation avec 56 %. Évidemment, depuis ces scrutins, l'image que donne chaque jour l'Union européenne la rend de moins en moins séduisante à nos voisins suisses...

Quelles sont les principales dispositions du texte ? Le nombre des autorisations délivrées pour le séjour des étrangers en Suisse est limité par des plafonds et des contingents annuels. Ces plafonds incluent les frontaliers. Ils doivent être fixés en fonction des intérêts économiques globaux et dans le respect de la préférence nationale. En revanche, le nombre d'étrangers admis n'est pas fixé. Le nouvel article constitutionnel ne précise pas non plus qui sera compétent pour fixer et attribuer les contingents. Le gouvernement fédéral a trois ans pour mettre en œuvre la décision des électeurs qui implique une modification de la Constitution. Il s'agit en outre d'une remise en cause des accords conclus en 1999 - entrés en vigueur en 2002 - entre la Confédération et l'Union européenne. Dans une moindre mesure, des problèmes peuvent également survenir avec

l'AELE (2) dont la Suisse est membre. Or, la Suisse est *cernée*. Tous ses voisins sont membres de l'U.E. Ils sont des partenaires économiques essentiels pour une Suisse dont la prospérité est sans commune mesure avec sa population, sa superficie et ses ressources naturelles. Elle affiche un taux de chômage de 3,5 % qui fait rêver de ce côté-ci des montagnes du Jura...

Que s'est-il passé le 9 février 2014 ? La crainte d'être dépassé par une croissance démographique incontrôlable l'a emporté sur les considérations économiques et les relations avec l'U.E. Plus de 1 800 000 étrangers (23 % de la population totale) vivent en Suisse. Mais ce sont les régions urbanisées, dans lesquelles habitent Italiens, Allemands, Portugais, Serbes ou Français..., qui ont refusé le plus nettement l'initiative de l'UDC. Pour le quotidien genevois *Le Temps*, le vote du 9 février « *exprime l'attachement à une Suisse paysagère*. » Pour sa chroniqueuse Marie-Hélène Miauton, « *il s'agit avant tout d'un vote écologiste... Lorsqu'on parle du vote des **campagnes**, il ne s'agit pas d'agriculteurs, qui ne représentent plus qu'une petite part de la population. Il est question de gens qui ont choisi de vivre en campagne. Ceux-là ne veu-*

lent pas de nouvelles constructions, de routes, de logements. »

Plus profondément, la carte du vote ne traduit pas seulement un fossé Romands-Alémaniques. Elle montre une division entre gagnants de la globalisation et ceux qu'elle laisse sur le bord du chemin. Le vote s'est joué sur le clivage entre les régions les plus riches (dont les entreprises sont les plus engagées sur les marchés internationaux) et les zones économiquement fragiles : « *semi-périphérie alémanique des petites villes industrielles* » (selon l'expression du géographe vaudois Pierre Dessemond), régions alpines... En Suisse alémanique, Berne, capitale de la Confédération, a refusé l'initiative à 72 %, alors que son canton l'a globalement acceptée. Au-delà de la première ceinture périurbaine, les banlieues ont aussi basculé vers le **oui**. Zoug et la *côte dorée* des rives du lac de Zurich ont voté **non**.

En Suisse romande, beaucoup de communes rurales de régions moins dynamiques ont exprimé un vote favorable (Jura bernois, Val-de-Travers, Ajoie, Broye, Glâne fribourgeoise). Les communes qui présentent une concentration de manufactures horlogères ou d'industrie de la machine-outil (pour ne pas parler d'entreprises de services comme les banques...) et qui emploient de nombreux travailleurs frontaliers se sont prononcées contre l'initiative. Ces clivages entre régions riches et zones pauvres ou périurbaines ne sont pas sans nous rappeler quelque chose, à nous Français...

Alain SOLARI

(1) Appenzell, Bâle et Unterwald sont divisés en demi-cantons.

(2) AELE : Association européenne de libre-échange.

royaliste
BIMENSUEL DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

Rédaction-administration

38, rue Sibuet 75012 Paris
Tél : 01 42 97 42 57

Dir. publication : Yvan Aumont
Com. paritaire : 05 14 - G 84 801
ISSN 0151-5772

SOMMAIRE

- P2 : Immigration : Une Suisse qui doute - P3 : Salaires : Gare à la casse ! - Écho des blogs - P4 : Angleterre : Les pieds dans l'eau et la tête... nulle part - P5 : Europe : La reine Christine - Brèves - P6/7 : Israël : Les conditions de la paix - P8 : Allemagne : D'une guerre l'autre - P9 : Idées : L'utopie et le crime nazis - P10 : Mémoire : Je vous parle d'un temps... - Épopée : Étoiles - P11 : Les Mercredis de la NAR - Deuil : Jean Charbonnel - Souscription - P12 : Éditorial

Gare à la casse !

Le recul des salaires en Allemagne l'année dernière est une très mauvaise nouvelle. Dans la zone euro, la bataille pour la compétitivité entraîne la France sur la pente fatale de la déflation.

Le recul de 0,2 % des salaires bruts réels en 2013 se situe dans une tendance à la compression salariale déjà observée les précédentes années. Le gouvernement veille à maintenir le niveau des salaires plus bas que le faible taux de croissance (0,4 % en 2013) afin de renforcer sa compétitivité. Cette politique est efficace : le dynamisme des exportations allemandes inquiète la Commission qui se prépare à faire des recommandations non contraignantes - donc à ne rien faire. Comme les excédents de l'un font les déficits des autres, l'Allemagne va continuer à détruire ses concurrents de la zone euro par deux moyens : la délocalisation à l'Est de ses productions et la baisse des salaires de ses propres travailleurs.

Comme l'Allemagne ne souffre pas du taux de change de l'euro, elle peut demeurer compétitive avec une demande intérieure faible et un bas niveau d'investissement. Cela signifie que l'Allemagne ne tirera pas vers le haut la croissance de ses partenaires : elle ne fera qu'encourager la concurrence à la baisse des salaires et des coûts de production. Ainsi la déflation en Espagne se traduit par une augmentation des exportations espagnoles de 5,2 % en 2013 et le déficit commercial du pays s'en trouve réduit de moitié. Formidable résultat qui pénalise la France car les parts de marché gagnées par l'un sont perdues par l'autre.

Formidable résultat qui ne peut pas réjouir le peuple espagnol, victime des baisses de salaires et d'un taux de chômage de 26 %.

Le cas espagnol est exemplaire d'une déflation qui frappe aussi la Grèce et le Portugal et qui menace la France. Si l'on accepte de jouer le jeu de la compétitivité dans la zone euro, on est obligé de baisser les salaires et de réduire le pouvoir d'achat des citoyens pour tenter de vendre moins cher que les Allemands, les Grecs, les Espagnols, les Portugais, les Italiens... Dès lors, tous les peuples - y compris le peuple allemand - sont condamnés à un appauvrissement croissant qui entraînera un ralentissement de l'activité économique. On peut faire tous les cadeaux possibles et imaginables au patronat : ils n'auront pas d'incidence si les chefs d'entreprise constatent qu'ils ont de moins en moins de clients, soit parce que les consommateurs ont moins d'argent, soit parce qu'ils attendent de nouvelles baisses de prix. Quand, de surcroît, le gouvernement décide de réduire massivement les dépenses publiques - donc les investissements productifs - et de « modérer » les salaires dans la fonction publique, la chute dans la déflation est accélérée.

En choisissant de rester dans la zone euro, François Hollande nous place sur la pente fatale.

Sylvie FERNOY

Corruption dans l'UE

Le coût de cette corruption en son sein est estimé à 120 milliards d'euros annuellement.

Au moment où le gouvernement élabore un nouveau volet de la décentralisation avec pour finalité la création de treize grandes métropoles « européennes », l'accroissement des pouvoirs des régions et la montée en puissance des communautés de communes et d'agglomération, le rapport (1) produit par la commission européenne sur la corruption au sein de l'U. E. arrive à point nommé pour nous alerter.

Une annexe du rapport traite le cas de la France. Selon un sondage Eurobaromètre réalisé en 2013 auprès de différentes entreprises, « 50 % des personnes interrogées estiment que la corruption est un phénomène répandu dans les marchés publics gérés par les autorités nationales, et 51 % pensent que ce fléau frappe les marchés publics administrés par les autorités locales. » Sur la lutte contre les pratiques incitant à la corruption le rapport déplore « le nombre peu important de condamnations pour délit de favoritisme. Aucune peine de prison n'est répertoriée entre 2007 et 2010. Seules des amendes allant de 2 000 et 5 000 € environ ont été infligées aux personnes ayant commis cette infraction pénale. »

Même tonalité concernant la prévention : « les mécanismes de contrôle de la passation des marchés publics ne présentent pas encore la rigueur et la cohérence suffisantes sur l'ensemble du territoire et devraient, dès lors, être perfectionnés. » Or au-delà de son coût économique la corruption a un coût démocratique. Selon le baromètre de la

corruption de Transparency (sondage BVA réalisé début 2013), « 90 % des Français interrogés considèrent que la corruption est un problème dans le secteur public, et les partis politiques restent perçus comme les plus touchés par le phénomène. » (2) Il faut nous interroger sur l'efficacité de mesures décidées par le gouvernement telle la nomination de Noëlle Lenoir en qualité de déontologue de l'Assemblée nationale pour que « les dons et cadeaux de plus de 150 € reçus lui soient signalés ». La déontologue a pu dresser un premier bilan « seule douze déclarations ont été faites, dont cinq émanent d'un seul député et sept concernent une invitation à déjeuner... ». Pourtant les lobbyistes ont table ouverte chez les élus au travers leurs « clubs parlementaires, créés et financés par des sociétés de relations publiques, de grands groupes ou des associations professionnelles, ayant pour objectif d'informer et d'influencer les parlementaires. » Évincer les lobbyistes des couloirs du parlement eut été plus efficace !

François ENNAT

(1) <http://www.localtis.info/cs/ontentServer?pagename=Localtis/LOActu/ArticleActualite&jid=1250266608438&cid=125026659558>

(2) http://www.lemonde.fr/politique/article/2013/12/03/pour-transparency-international-la-france-a-encore-des-progres-a-faire_3524230_823448.html

Les pieds dans l'eau et la tête... nulle part !

Lorsque l'on a les pieds dans l'eau à cause des crues occasionnées par les pluies diluviennes qui se sont abattues sur l'ouest de l'Europe, il vaut mieux être breton que grand-breton. Les récents événements météorologiques ont eut des conséquences tragiques dans une Grande-Bretagne où l'ultra-libéralisme démontre une fois de plus son inanité. Il n'est pas sûr que la leçon serve à quelque chose.

James Cameron est peu à l'aise par les temps aqueux qui courent. Le sud et le centre de l'Angleterre ont été frappés par les crues de la Tamise et de ses affluents. Des villages entiers ont été inondés et le moins que l'on puisse dire est que le gouvernement de Londres ne s'est pas montré à la hauteur de sa tâche. Dans un pays où le maître mot est l'argent, facile et rapide, on comprend qu'il soit difficile de concevoir que la réalité soit faite de ces petites choses qui rendent la vie de tous les jours possible.

Ideologie

Pour les conservateurs britanniques, ce sont là de simples contingences. Dans un pays où l'on a tout fait pour dégoûter tout le monde de l'action publique, il ne faut guère s'étonner qu'il lui soit difficile de faire face à une situation de crise. Cet aveuglement à de quoi surprendre et inquiéter. Il paraît que les libéraux sont pragmatiques. Tiens donc ! Les Anglais qui se sont retrouvés dans l'eau jusqu'à la ceinture, sans escompter d'autre assistance que celle de leurs voisins, ont du goûter à sa juste valeur l'ironie de la situation. Les libéraux en général, et les Anglais comme ceux du reste de l'Europe, donc

les nôtres, veulent à toute fin limiter l'action publique en général et les services publics en particulier. L'absence de secours adéquats à une situation pourtant prévisible depuis des semaines montre à l'envi ce que le « pragmatisme » signifie.

L'idéologie, quelle qu'elle soit, finit toujours par se noyer dans les contradictions. L'ultra-libéralisme a depuis les années 70 tenté de démontrer que deux éléments ne devaient plus être pris en compte : le temps et l'espace. Tout devait suivre le virtuel des échanges financiers. L'Angleterre vit en partie de cela et tout a été fait pour rendre la chose possible et mobiliser toutes les ressources nécessaires à un système qui permet, toujours et partout, d'enrichir un petit cercle au détriment du plus grand nombre.

Réalité

La réalité se venge toujours. L'espace et le temps sont des données impérissables mais non invariables. Le changement climatique qui se déroule sous nos yeux devrait pourtant porter les tenants de l'idéologie dominante à une plus élémentaire prudence. Quoi qu'on en ait, les choses changent dans la nature, c'est un processus constant d'évolution et parfois

de bouleversements. Il va falloir anticiper, mettre sur pied des plans pluriannuels visant à nous protéger des conséquences des bouleversements naturels. Le gouvernement anglais ne peut conceptuellement pas accepter une telle idée. Il est donc totalement désarmé pour présenter et mettre en place le moindre commencement de solution. Ainsi, Cameron a-t-il demandé à l'Union européenne de venir à son secours, financièrement s'entend. Déjà, il lui a été nécessaire de recourir à l'aide des Pays-Bas, experts en matière de catastrophes causées par l'eau. Tout cela sans la moindre vergogne ni même le plus petit commencement de remise en question.

La politique budgétaire du gouvernement de Londres a permis, depuis Thatcher et Blair, de démunir le pays d'une part importante des moyens nécessaires à l'affrontement d'une crise. Il est donc naturel pour James Cameron de demander aux contribuables européens de régler la note que ses élites ont décidé de ne plus payer. Comme c'est simple : ne pas remplir les caisses et demander aux autres de banquer pour vous. Curieux tout de même ce système qui ne peut fonctionner que si tout va bien, que si aucun événement ne vient rendre les choses un

peu difficiles. Dans un monde qui devient dangereux sous bien des aspects, un tel aveuglement relève de la bêtise. Il faut, pour un gouvernant, être dépourvu de la moindre qualité d'homme d'État pour ne pas même concevoir qu'un élément imprévu ou prévu mais non souhaité, puisse venir contre-carrer votre gestion. James Cameron est un syndic, un banal gestionnaire de la Grande-Bretagne pour le compte d'autrui. À part un compte de résultats, il n'est guère à même d'anticiper grand chose.

Comparaisons

Pourtant, ce ne devrait pas être si compliqué d'équiper la Grande Bretagne des moyens nécessaires... Le territoire est moitié moins grand que la France, la population, et partant sa densité, plus importante. Une organisation adéquate de moyens faciles à répartir sur un si faible territoire ne doit pas être si onéreuse. C'est sans doute encore trop. Notez que nous ne devrions guère, nous Français, être portés à faire les malins, la patiente déconstruction du tissu administratif et d'action publique dans notre beau pays a montré, lors de la tempête Xynthia, que la menace existait aussi chez nous et qu'il conviendrait sans doute d'y réfléchir plus avant.

Dernière remarque

La famille royale britannique a donné de son temps, de son argent et de sa force physique - celles des jeunes William et Harry - pour porter assistance à la population et ce bien avant que monsieur Cameron ne consente à chausser des bottes de caoutchouc pour aller voir la réalité de plus près. Il y a définitivement des choses qui ne s'apprennent pas...

Charles GUÉMÉNÉ

La reine Christine

Face aux tristes perspectives postélectorales européennes, la directrice générale du FMI apparaît comme le suprême recours.

Les capitales européennes ont déjà fait l'impasse sur la campagne et les élections européennes de la fin mai 2014. On en est à distribuer les postes de commissaires européens. En effet, on sait que, quel que soit le résultat du vote, le Parti populaire européen (PPE) et le Parti socialiste européen (PSE), unis au sein de la grande coalition allemande et, doublement, à travers le couple franco-allemand, gouverneront ensemble. Le reste est un jeu de chaises tournantes.

Hollande et Merkel (à Paris le 19 février), Merkel et Steinmeier, ont fait leur marché. Le PSE avait déjà intronisé l'allemand Martin Schulz, actuel président du Parlement européen. Le PPE, réuni en convention à Dublin les 6-7 mars, devait consacrer l'incontournable Jean-Claude Juncker, ex-Premier ministre luxembourgeois, ex-président de l'Euro groupe, le plus acharné à invalider le référendum français de 2005. Le gaullo-européen Michel Barnier, ex-ministre français des Affaires étrangères, bouc émissaire du vote négatif de 2005, sacrifié au sein de la commission sortante – brave soldat envoyé au front contre la City de Londres comme Don Quichotte contre les moulins – s'y est courageusement opposé, seul contre tous, dans un dernier baroud d'honneur. Passer de Barroso à Juncker quelle avancée ! Ce n'est vraiment pas la peine d'aller voter : les jeux sont faits.

Le paradoxe de ces élections est, comme dans le système

parlementaire britannique, que les compétences accrues conférées au Parlement par le dernier traité profitent en réalité à la Commission, organe dont tout le monde s'était entendu à vouloir limiter les pouvoirs. C'est la seule institution qui pourra se targuer d'une légitimité démocratique paneuropéenne. Les électeurs ne vont pas voter pour l'UMP ou le PS, ils votent pour le PPE ou le PSE, c'est-à-dire pour Juncker ou Schulz alors qu'ils croient élire Rama Yade ou Jack Lang ! Les parlementaires européens pensent investir le président de la Commission, ils ne décideront qu'entre les candidats uniques des deux grands partis, choisis de facto par le Conseil des Chefs d'État et de gouvernement et en réalité par le couple franco-allemand : Juncker et Schulz, c'est blanc bonnet et bonnet blanc.

Tous ces petits messieurs (et dames) de la Commission sont irritants, ils (et elles) nous en font baver, à réglementer la taille des crayons et le poids des oranges, mais sur les grands sujets ils ne jouent que la mouche du coche. Barroso y excellait. Contraint par l'urgence et pour combler ce vide, le président de la Banque Centrale européenne (BCE), Mario Draghi, avait été au-delà de ce qu'il était autorisé à faire par les statuts de l'institution. La Commission est incompétente ; la BCE est interdite. Que reste-t-il de la troïka ? Le FMI, qui n'est pas une institution européenne, mais qui finalement est le seul à pouvoir agir efficacement dans la crise européenne. DSK puis Chris-

tine Lagarde ont agi de facto comme les recours ultimes des gouvernements nationaux paniqués. En l'absence de gouvernement économique européen – euro ou pas euro – dont ce serait la responsabilité, chacun est au fond bien content que ce rôle soit assumé par le Fonds.

L'hebdomadaire britannique *The Economist* (8 février 2014) en a tiré la conclusion évidente : « *Lagarde présidente (de la Commission européenne). Cela ne plairait pas du tout à Hollande et encore moins à Mme Merkel. Elle pourrait en revanche, selon l'hebdomadaire, être un atout pour David Cameron dans son référendum de 2017.* » Le journal va même jusqu'à la comparer à Jacques Delors. Britannique, il ne pouvait pas se référer à Jeanne d'Arc. Ici on risque « la reine Christine » !

En réalité, il ne s'agit pas de personnes, mais d'institutions et de politiques. Si Mme Lagarde se retrouve ainsi propulsée sur le devant de la scène, c'est certes qu'elle est personnellement appréciée, qu'elle est un(e) de nos rares compatriotes universellement connue et reconnue, notamment par les médias et les politiques anglo-saxons. Ces derniers sont toujours à la recherche d'un numéro de téléphone pour appeler « l'Europe ». À défaut, ils appelleront Christine Lagarde. Un jour peut-être, le fait deviendra droit.

Yves LA MARCK

Brèves

Autriche

Dans un entretien au *Monde* le chef de la maison royale et impériale d'Autriche **Charles de Habsbourg-Lorraine** explique sa vision de L'Europe « *Il est vrai que l'Union européenne, avec d'autres moyens, est le prolongement de la vieille idée d'empire supranational. C'est exactement ce qu'Otto Von Habsbourg a vu et a voulu en Europe* » et de préciser « *l'idée d'État-nation est une idée de l'avant-dernier siècle.* »

Albanie

Le Prince **Leka II Zogu**, prétendant au trône, a annoncé qu'il quittait son poste de conseiller du président de la République pour se consacrer aux activités de la famille royale. Le Prince collaborait au gouvernement depuis 2006. Il a réussi à fusionner récemment les deux mouvements monarchistes albanais.

Libye

« **Idris Al-Senussi**, un prince pour sauver la Libye ? » titre le journal *Sud-Ouest*. Après avoir évoqué que le « *rétablissement dans leurs droits et leurs biens de tous les membres de la famille royale a été décrété il y a quelques semaines par le gouvernement de Tripoli* » le Prince précise œuvrer « *depuis des mois à l'organisation d'une réunion au centre de la Libye entre les chefs des principales tribus du pays.* »

Comme le roi **Idris 1er** l'avait fait, « *il pense que la clef de l'unité libyenne passe par les tribus. Il affirme que cette réunion doit avoir lieu dans quelques semaines.* » Le Prince a été reçu par des conseillers élyséens « *L'accueil est bon lorsque j'expose mon projet à mes interlocuteurs. Mais encore une fois, c'est une affaire libyenne et elle doit le rester.* »

KERDEVY

Les conditions de la paix

Comme l'an passé (voir *Royaliste* n°1032) Simon Epstein, historien, professeur à l'Université hébraïque de Jérusalem, a accepté de faire le point sur la situation au Proche-Orient et sur l'état des négociations entre Israël et les Palestiniens.

Royaliste : Depuis trente ans, quel est le principal changement observable au Proche-Orient ?

Simon Epstein : Il y a eu une transformation profonde, dramatique, avec l'essor de l'islamisme. Auparavant, le monde arabo-musulman cherchait à s'organiser selon un modèle moderniste fondé sur l'idée nationale. Voyez le kémalisme en Turquie, après la Première Guerre mondiale, le nassérisme en Égypte, après la Seconde. Ce nationalisme se voulait intégrateur au plan ethnique et réformateur au plan social. La religion était reléguée à un rôle secondaire, non nul, mais secondaire. L'Égypte nassérienne réprimait violemment les Frères musulmans tandis qu'en Irak et en Syrie, on ne distinguait plus entre les musulmans et les chrétiens, entre les sunnites et les chiites, entre la majorité et les minorités. Le FLN algérien et le Fatah de Yasser Arafat se rattachent à ce modèle nationaliste, autoritaire et unificateur.

En l'espace d'une trentaine d'années, l'islamisme a totalement modifié la région. Il a introduit de nouvelles lignes de fractures et d'affrontement, avec des incidences sur toute la planète. L'Iran a basculé dans l'islamisme en 1979 et exerce une influence forte sur les chi-

ites du Liban et d'ailleurs... Certains pays ont choisi de faire front et de s'opposer à la vague. Ainsi l'Algérie, dans les années quatre-vingt dix, qui a résisté au Front Islamique du Salut. Ainsi l'Égypte, il y a un an, quand la société civile et l'armée ont pris le parti de rejeter les Frères musulmans. Dans d'autres pays, l'affrontement est endémique : ainsi la Turquie, où Erdogan efface progressivement l'héritage kémaliste mais où rien n'est encore joué. C'est vrai aussi pour les Palestiniens. Le nationalisme d'un Yasser Arafat pouvait admettre la notion de compromis avec l'ennemi. Puis l'islamisme a grandi dans les années 90 et la puissance du Hamas est devenu au moins égale à celle du Fatah, puisque le Hamas contrôle la bande de Gaza et est fortement implanté en Cisjordanie. Or les islamistes ont une conception du temps qui est différente de celle des nationalistes, et la certitude absolue d'avoir raison est une donnée essentielle de tout fondamentalisme religieux. Face à eux, notons-le, le monde occidental s'illustre par son incapacité à analyser et à percevoir la signification profonde du phénomène et de ses résistances.

Royaliste : Et la Syrie ?

Simon Epstein : La montée de l'islam fait que la guerre civile est avant tout un conflit entre

chiites et sunnites, les Alaouites étant une fraction chiite soutenue par l'Iran et par le Hezbollah au Liban. Deuxième aspect : le régime syrien est aussi un régime laïc et moderniste qui bénéficie, pour cette raison, du soutien des minorités chrétiennes, druzes et autres. Tel est donc le paradoxe de ce régime criminel et sanguinaire qui procède, en toute impunité, au massacre de ses populations civiles. Il est soutenu par les minorités ethniques, par les femmes, par de nombreux intellectuels, bref, par tous ceux et toutes celles qui redoutent l'instauration d'un régime islamiste en cas de victoire des insurgés. Il n'est pas facile, en Syrie, de faire la part entre les *bons* et les *méchants*.

Royaliste : Venons-en au conflit entre Israël et les Palestiniens...

Simon Epstein : Ce conflit a beaucoup évolué dans les trente dernières années. Il y a eu la paix avec l'Égypte, paix qui s'est maintenue, certes avec quelques grincements, pendant l'intermède islamiste. Il y a la paix avec la Jordanie, pays qui est resté relativement stable pendant le printemps arabe. Il n'y a donc plus d'affrontement militaire entre Israël et les États voisins, ce qui a conduit à un changement stratégique fondamental. Il ne s'agit plus de répondre

à l'attaque possible d'armées classiques. La menace a changé de nature et entraîne un changement en profondeur de la doctrine militaire israélienne. Les menaces maintenant viennent des fusées qui peuvent frapper une population très vulnérable car concentrée sur un petit territoire. Le Hezbollah a très bien compris cette vulnérabilité et a accumulé un nombre considérable de fusées de courte, moyenne et longue portée qui sont entreposées en des lieux qui ne peuvent être bombardés (écoles, mosquées, hôpitaux). Le Hamas dispose également de fusées en très grand nombre, qui peuvent frapper les villes et les objectifs stratégiques : Tel-Aviv est à soixante kilomètres de la bande de Gaza. L'armée israélienne doit donc se doter de missiles anti-missiles. Elle doit aussi être en mesure de dissuader l'adversaire. Ce n'est pas simple.

Royaliste : Quelle est la stratégie d'Israël face à l'Iran ?

Simon Epstein : L'Iran veut la bombe et Israël est l'une des cibles potentielles. Pour ce qui est d'une action indépendante, Israël doit apprécier le point de non-retour dans le domaine des capacités nucléaires iraniennes. Il doit s'interroger sur la possibilité et l'efficacité d'une frappe préventive. Il doit tenir compte, aussi, de la contre-frappe qui viendrait, automatiquement, du Hezbollah et du Hamas. Pour ce qui est des contrôles que les

États-Unis et la communauté internationale prétendent imposer à l'Iran, on ne peut être que sceptique, au vu l'expérience historique du XX^e siècle. Pensons ainsi, si vous le voulez bien, à la France victorieuse de 1919. Elle met en place tout un système destiné à empêcher l'Allemagne de reconstituer sa puissance militaire. Et elle est hors d'état, après 1933, d'empêcher la dite Allemagne de procéder, prudemment mais fermement, étape par étape, à la liquidation progressive du traité de Versailles et à la reconstruction de son armée. Celle-ci, en quelques années, de 1933 à 1938, surpassera l'armée française en quantité et en qualité... Eh oui! Un régime fanatique, dictatorial et bien organisé, et qui sait ce qu'il veut, n'a aucun mal à faire fi des contrôles et des limitations. Il n'a aucun mal, par ailleurs, à multiplier les propos rassurants et les discours pacifistes auxquels les naïfs, ceux d'aujourd'hui comme ceux d'hier, ne demandent qu'à se laisser prendre.

Royaliste : L'équilibre des forces nucléaire peut fonctionner, comme ailleurs : il y a le pouvoir égalisateur de l'atome, qui n'existait pas entre les deux guerres. Ce pouvoir égalisateur fonctionnait pendant la guerre froide entre l'immense Union soviétique et la France.

Simon Epstein : L'État juif doit se préparer à l'idée que l'Iran, en fin de course, aura sa bombe. Il développe, dans cette perspective, une stratégie nucléaire du « second coup » tiré par sous-marins. Mais pour qu'il y ait équilibre de la terreur, il faut qu'il y ait une perception identique de l'avenir chez les dirigeants des deux pays en conflit. Or je ne suis pas sûr que les dirigeants iraniens, qui s'inscrivent dans un projet millénariste, soient aussi rationnels que l'étaient, en leur temps, les dirigeants soviétiques. Par ailleurs, l'arme atomique confère une protection suprême – ainsi la Corée du Nord – et il est possible que les Iraniens se servent de cette protection pour intervenir dans la région sans avoir à craindre de réplique sur leur sol. L'Iran peut

donc affronter l'Arabie saoudite par toute une série d'opérations militaires d'ampleur limitée. Il peut aussi ordonner au Hezbollah d'envoyer ses fusées sur Israël... qui sera paralysé face à cet agresseur protégé par une puissance nucléaire. Pour répondre à votre question, je dirais que l'équilibre de la terreur, s'il s'instaure au Proche-Orient, sera plutôt instable.

Royaliste : Où en sont les rapports entre Israël et les Palestiniens ?

Simon Epstein : Deux peuples vivent sur une même terre. Pour toute personne sensée, la solution c'est deux États vivant en harmonie et en coopération. Ces deux peuples sont-ils prêts à cette solution ? Il y a eu une première tentative, avec les accords d'Oslo de septembre 1993 et le traité de mai 1994. Les accords avaient reporté à 1999 le règlement des grandes questions de fond. Ce furent cinq années optimistes, malgré les crises et malgré les oppositions, souvent violentes, d'une minorité d'Israéliens et de Palestiniens. Mais on n'a pas utilisé les cinq ans pour résoudre les questions de fond, et les négociateurs se sont retrouvés, au bout de ces cinq années transitoires, sans avoir rien préparé. Cet échec, s'ajoutant à d'autres facteurs, a provoqué la deuxième Intifada, entre 2000 et 2005.

Aujourd'hui, le Hamas contrôle totalement la bande de Gaza qu'Israël a évacuée l'été 2005. L'Autorité palestinienne contrôle la Cisjordanie et c'est avec elle que nous négocions depuis quelques mois. Le premier problème est celui des frontières. Les Palestiniens veulent avoir les frontières de 1967, d'avant la Guerre des Six jours. Se pose alors la question des implantations israéliennes en Cisjordanie. Elles ont été développées massivement après 1980 par le gouvernement de droite et plus de 300 000 citoyens israéliens vivent aujourd'hui en Cisjordanie. Mais ces implantations sont concentrées en blocs assez proches de la frontière de 1967 : il est donc possible d'ajouter ces blocs au territoire israélien et les Palestiniens recevront en



échange une superficie identique. Cette idée est acceptable par la majorité des Israéliens et des Palestiniens.

Royaliste : Mais Jérusalem ?

Simon Epstein : Deux chefs de gouvernements israéliens (Ehud Barak, Ehud Olmert) ont déjà accepté que la ville soit de nouveau partagée en une ville israélienne et une ville arabe. C'est plus compliqué pour les Lieux Saints mais il peut y avoir administration commune ou on peut demander à un tiers d'administrer ces lieux. Ce n'est pas simple, car trois monothéismes convergent vers ces lieux, mais c'est possible.

Royaliste : Et le droit au retour ?

Simon Epstein : Pendant les négociations d'Oslo et jusqu'en 2000, les Palestiniens ne soulevaient pas cette question. En 2000, ce droit à rentrer en Israël est devenu une revendication effective. Or cette revendication est inacceptable, même pour les Israéliens les plus désireux de parvenir à un accord. La différence des taux de croissance démographique entre Israéliens et Palestiniens est telle qu'un afflux même limité de ces derniers leur donnera la majorité, vingt ans plus tard, dans l'État d'Israël. Il y aurait donc deux États, certes, mais deux États palestiniens... Aujourd'hui, les

négociateurs palestiniens sont revenus à l'idée d'une simple déclaration qui n'aurait pas de conséquences pratiques. Ils sont également prêts à reconnaître la fin du conflit. De leur côté, les représentants de Netanyahu demandent que les Palestiniens reconnaissent qu'Israël est l'État national du peuple juif, ce qui signifierait qu'il y a bien deux États, un pour les Juifs et un pour les Palestiniens.

Reste la question essentielle de la sécurité : comment s'assurer que l'État palestinien restera démilitarisé ? L'importation d'armes en contrebande est très facile et Israël se retrouverait sous un feu qui toucherait, de très près, toutes ses agglomérations et tous ses centres vitaux. Ce problème n'est pas encore résolu, et il s'aggraverait considérablement si les islamistes prenaient le pouvoir en Cisjordanie.

Cela dit, contrairement aux islamistes, les Palestiniens nationalistes souhaitent parvenir à une paix de compromis. Quant aux Israéliens, ils ont soutenu massivement Sharon au moment de l'évacuation de la Bande de Gaza. Cela signifie qu'il y aurait une majorité israélienne pour une politique de paix, pourvu que les questions de sécurité soient résolues.

**Propos recueillis
par B. LA RICHARDAIS**

D'une guerre l'autre

Nicolas Patin a retracé l'itinéraire de ces 1674 députés allemands qui vécurent la Grande Guerre, la révolution de 1918, la prise du pouvoir par les nazis et la Seconde Guerre mondiale. L'enquête ⁽¹⁾ nous transporte au cœur de l'Allemagne en proie à sa pulsion de mort.

Il y a, dans l'ouvrage de ce jeune historien très prometteur, une leçon de philosophie à méditer par ceux qui croient que l'expérience authentiquement vécue produit une seule et même vérité. On entre dans un champ d'expériences avec son histoire personnelle et ses préjugés sociaux ; on en tire des conséquences variées et des récits ou des mythes contradictoires. De l'expérience tragique de la guerre, on peut ressortir pacifiste, fasciste, communiste, démocrate de tendance chrétienne ou socialiste... à l'exemple de ces députés allemands qui fondèrent la République de Weimar après avoir participé à la Grande Guerre.

Comme leurs adversaires, les Allemands sont entrés en guerre avec la certitude parfois allègre que l'affrontement serait bref puis ils ont vécu la longue épreuve avec l'idée qu'ils ne devaient pas s'être battus pour rien. Leurs députés ont quant à eux démontré, par leur comportement, que la guerre était la politique intérieure continuée par d'autres moyens. Nicolas Patin rappelle que Bismarck avait unifié le Reich par la guerre mais qu'il avait renforcé les divisions de la société allemande en combattant les catholiques et les socialistes tout en veillant à ce que le Parlement soit fragmenté et ineffi-

cace. C'est pourquoi une partie des élites allemandes conçut la guerre comme le moyen de réaliser l'unité intérieure – le ralliement des socialistes à l'Union sacrée autorisait cet espoir – mais ce fut une illusion. La guerre de masse n'effaça par les oppositions partisans et les luttes de classes : les nobles y sont officiers supérieurs, les ouvriers et les paysans sont de simples soldats ou des sous-officiers qui vivent la guerre au ras du sol et les officiers subalternes appartiennent à la classe moyenne. À chacun sa guerre, ses valeurs, sa mythologie – la fameuse camaraderie du front n'existant que dans de petits groupes de combat.

C'est finalement avec des identités de classe approfondies que les Allemands abordent l'année 1918, qui fut à la fois celle de la défaite et de la révolution : « *la société d'empire, dans ses divisions, s'autoreproduit dans la guerre et après elle.* » Les opposants de l'époque impériale deviennent les dirigeants de la République mais les élites inchangées gardent leurs anciennes pratiques. On retrouve à Weimar les familles politiques de l'avant-guerre et si le personnel des partis se renouvelle, le recrutement social et la pratique parlementaire ne varient guère. Nicolas Patin montre que « *dans un système politique fondé sur l'amertume*

et sans fort symbole d'intégration à une liturgie républicaine, Weimar donnait une prime insensée à l'irresponsabilité politique » ... vécue au rythme de l'alternance au pouvoir des conservateurs et des socialistes.

Durement ressentie, l'amertume de la défaite conduit une partie des élites à forger le mythe du *coup de poignard dans le dos* dans une ambiance générale de politisation de l'expérience de la guerre. Les nostalgiques de l'Empire et les nationalistes célèbrent la lutte héroïque et sacrificielle d'une mythique communauté de front vite confondue avec la communauté allemande ; les socialistes glorifient la solidarité des prolétaires des tranchées et les communistes appellent à la révolution dans une société en proie aux tentatives insurrectionnelles, aux menées des corps francs, au terrorisme et aux tentatives de putsch jusqu'en 1923. Après l'échec des nationalistes à Munich et des communistes à Hambourg, la violence née de la guerre et de la défaite ne cessa pas : « *la volonté de détruire le système républicain n'avait pas disparu, mais elle devait changer de forme : communistes et nazis, tout en continuant de recourir à des actions violentes [...], décidèrent d'entrer au Reichstag pour le détruire de l'intérieur.* » Nicolas Patin souligne à juste titre les réussites de Weimar et

la belle vitalité culturelle de la jeune République qui n'a pas pu maîtriser les forces conjuguées pour l'abattre. Ce n'est pas la crise qui a conduit à la guerre, ni l'hyperinflation de 1921-1923. L'Allemagne était sortie de la guerre les armes à la main et sa représentation politique se pensait selon la guerre ou en vue de la guerre à reprendre.

On sait, ou on devrait savoir, que c'est la politique de déflation du chancelier Brüning qui a poussé un nombre croissant d'électeurs allemands vers le parti hitlérien. Au Parlement, les nazis pratiquent une politique d'obstruction systématique – alors que les communistes participent au travail législatif. La violence des députés nazis est couplée avec les opérations de rue des S.A. et tous cultivent une mythologie guerrière qui intègre les anciens combattants nationalistes et les jeunes qui n'ont pas fait la guerre. Alors que tous les partis comptent de nombreux vétérans de 1914-1918, ce sont les nazis qui récupèrent et développent le mythe de la camaraderie du front et parviennent à rassembler des électeurs appartenant à différentes classes sociales tandis que les communistes se fourvoient dans la dénonciation du « social-fascisme » qui les rend complice des nazis au Parlement et parfois dans la rue.

La fin est connue : après l'incendie du Reichstag, les communistes sont éliminés, les S.A. sont maîtres de la rue ; tous les députés du parti conservateur et du centre catholique votent les pleins pouvoirs à Hitler. Tandis que les députés se dispersent – certains seront internés, exécutés, d'autres s'en tireront – c'est un nouvel épisode de la catastrophe allemande qui commence. Il ne prendra fin qu'en 1945, au terme d'une guerre de trente ans.

Bertrand RENOUVIN

(1) Nicolas Patin – « *La catastrophe allemande* », Fayard, 2014.

L'utopie et le crime nazis

Le phénomène nazi, de par sa monstrosité, semble échapper aux critères d'une analyse vraiment rationnelle. N'avons-nous pas à faire à une bande de fous criminels, éventuellement prédateurs et crapuleux ? J'avouerai que le caractère démoniaque du personnage d'Hitler m'a détourné de lire seulement ses biographies, tant je redoutais de m'affronter à la monstrosité personnifiée. Mais, tout de même, il faut bien pouvoir rendre compte de l'avènement du régime national-socialiste, de son installation dans une Allemagne réputée par sa culture rayonnant sur toute l'Europe, et singulièrement sur notre propre pays. Bien sûr, il y avait des signes précurseurs à l'intérieur d'un certain germanisme et d'un certain nationalisme allemand portés à la démesure, ne serait-ce qu'à cause de leur conviction d'une supériorité du moi racial, que l'on retrouve jusque chez un Fichte. Mais le nazisme n'est pas réductible aux seuls démons du germanisme, il y ajoute quelque chose de spécifique et d'original, qui explique qu'il ait pu accomplir les transgressions inouïes dans lesquelles il a entraîné tout un peuple. L'enquête que nous propose Frédéric Rouvillois à ce sujet est d'autant plus convaincante qu'elle se rapporte à une étude minutieuse du dossier et à une démonstration implacable. En un mot, c'est le caractère utopique du projet et de l'entreprise nazis qui rendent compte le plus adéquatement de son essor monstrueux.

Rouvillois n'est pas le premier à avoir exploré ce modèle d'explication, il a des précurseurs qu'il cite avec les précisions nécessaires. S'il a choisi de poursuivre dans leur direction, c'est en quelque sorte pour perfectionner l'analyse, en répondant au surplus à ceux qui la récusent. En effet, pour beaucoup encore, l'utopie est loin d'être un concept négatif. On trouverait dans la rhétorique de certains chrétiens de gauche de fréquentes recours à une sorte d'anticipation créatrice et mobilisatrice pour mettre à bas un système d'injustice. Le teillardisme, dans sa mouture progressiste des années d'après-guerre, correspondait à cet appel à un monde meilleur. Mais n'est-ce pas aussi une des dimensions de la pensée des Lumières où la science apporte le secours de sa toute puissance à une entreprise qualifiée au moment de la Révolution française de régénératrice ? Dès lors, comment associer le nazisme exclusivement oppressif à une aventure par essence émancipatrice ? Oui, mais voilà : il ne fait désormais plus de doute que la tentation totalitaire est étroitement associée à la volonté de modifier la condition humaine, même si elle la déborde largement ou même la trahit. Une autre objection vient du côté incontestablement nihiliste d'un mouvement dont on souligne à juste titre l'indigence intellectuelle. C'est notamment la thèse d'Hermann Rauschning qu'il m'est arrivé d'évoquer dans cette chronique, en la trouvant pertinente.

Mais cela n'empêche pas qu'il y a chez Hitler lui-même et son entourage proche une véritable idéologie, avec des objectifs précis, qui ne sont en rien des prétextes justifiés par l'oppor-

tunité d'un moment. Ils ne seront jamais abandonnés, mais au contraire poursuivis avec une détermination absolue. Or cette détermination est en lien indissoluble avec la réalisation d'un projet qui suppose les moyens les plus criminels. En ce sens, l'utopie nazie est peut-être la plus radicale de toutes, dans la mesure où « *faisant fi des contingences matérielles les plus pressantes et des interdits moraux les plus élémentaires* » elle a prétendu aller au terme de son projet. « *Reconnaître le caractère utopique du nazisme permet de comprendre que toute tentative de construire le paradis terrestre quels qu'en soient la forme, les principes et les bénéficiaires – citoyens vertueux, peuple élu, race supérieure, prolétariat ou vrais croyants –, toute tentative de cet ordre est en soi lourde de tragédies. Qui veut faire l'ange fait la bête, le mot de Blaise Pascal reste universellement valable. Il n'y a pas d'utopie innocente.* »

Mais ces prolégomènes ne valent que par le parcours de l'enquête que Frédéric Rouvillois nous propose en trois étapes. **La première** concerne la préhistoire de l'idéologie et du mauvais rêve avec ses modèles et ses inspirateurs, il est vrai bien présents à une certaine culture germanique. Marcel Déat et Pierre Drieu la Rochelle se référaient à des précurseurs français : Saint-Simon, Cabet, Fourier, Toussenel ; les nazis peuvent puiser dans un large patrimoine, notamment celui qui se rapporte au racisme et à l'obsession eugénique. Mais **la seconde** étape nous met en prise avec l'élaboration du projet lui-même qui consiste avant tout à faire naître la société parfaite. Cela suppose d'avoir la maîtrise de la nature, de pouvoir construire le paradis rêvé et donc de faire naître l'histoire aux forceps. En **troisième lieu**, la réalisation concrète du projet nécessitera le choix de moyens radicaux : la construction d'un Etat total, la mise au pas de toute la société et l'élimination des obstacles de la façon la plus impitoyable.



par Gérard Leclerc

Le nazisme place au centre de son dispositif théorique et de sa pratique le mythe de l'Aryen, qui est le Prométhée de l'humanité : « *C'est lui, affirme Hitler, qui a toujours fourni le plan de tous les édifices du progrès humain, lui qui a toujours allumé à nouveau ce feu qui, sous la forme de la connaissance, éclairait la nuit recouvrant les mystères obstinément muets et montré ainsi à l'homme le chemin qu'il devrait gravir pour devenir le maître des autres êtres vivants sur cette terre.* » Le nazisme est donc un progressisme, il n'a pas de mots assez durs contre la réaction. Il est entièrement tendu vers l'avènement de l'espèce humaine, dont la race aryenne est l'avant-garde, douée de tous les privilèges biologiques et culturels.

Frédéric Rouvillois insiste sur ce point que la sauvagerie sans nom du nazisme est en raison même de son utopisme, qui commande « *la volonté de refaire la nature et l'histoire, la disparition du hasard et la rationalisation du destin, mais aussi le refus de tenir compte des réalités et des besoins les plus élémentaires, la rupture systématique avec le passé se traduisant par une inversion systématique des principes et des valeurs.* » Le judéocide s'inscrit dans cette inversion, car l'extermination passe par un appel pervers à l'idéalisme, au dévouement, à ce qui permet d'obtenir une totale docilité pour atteindre l'ampleur maximum du système de terreur. L'utopie est exterminatrice, elle exige l'élimination définitive de ce qui s'oppose à son effectuation. Il y avait déjà cette idée dans l'ouvrage emblématique de Thomas More. Pour aboutir à l'humanité idéale, il ne faut pas hésiter à se placer « *en dessous de l'humanité, en renonçant à toute moralité* ». S'il n'avait pas eu leur abjecte utopie, jamais les nazis n'auraient réussi à s'imposer et à aller au bout de leur démarche. Il fallait le leurre d'un bien absolu seul capable de justifier le nihilisme comme moyen indispensable.

Frédéric Rouvillois – « *Crime et utopie - Une nouvelle enquête sur le nazisme* », Flammarion.

Je vous parle d'un temps...

Pour le 800^e anniversaire de sa confirmation, l'Ordre des Dominicains présente à la mairie du 7^e arrondissement une exposition sur les Chrétiens d'Orient, des années 1890 aux années 1950, à partir du fonds photographique de l'École biblique et archéologique française de Jérusalem.

La photographie suscita dès la fin du XIX^e siècle les enquêtes ethnographiques à ambition scientifique ou journalistique à l'instigation des pouvoirs politiques ou de particuliers. Cette exposition s'inscrit dans cette veine à travers entre autres les clichés des Pères Jaussen et Savignac. Ainsi, toute une collection de visages venus de Terre Sainte mais aussi d'Égypte, du Liban ou d'Irak s'offre ainsi à nous, toujours soucieuse de nous rendre leur humanité : jeunes et vieux, riches et pauvres, clercs et laïcs, citadins et tribus du désert. C'est tout un passé enfoui qui, ainsi, reprend chair.

Une image de l'action chrétienne au Levant

L'exposition, à travers des portraits de prêtres, de moines ou d'évêques, nous permet aussi de découvrir la très grande diversité des Églises orientales - même si toutes ne sont pas représentées - et des liens personnels qui peuvent se nouer entre les différents clergés même si l'on ne parle pas encore d'œcuménisme. La découverte du monde catholique oriental où les prêtres sont souvent des hommes mariés pères de famille nous offre un aspect parfois moins connu de cette Église. Nous découvrons

aussi son action éducative et scolaire du jardin d'enfants à l'école professionnelle et comment elle contribue à la modernisation de l'économie et de la société à travers entre autres les écoles de filles.

Les chrétiens dans les entretiens diplomatiques

Ce n'est pas l'aspect le plus important de l'exposition mais il s'exprime à travers un ou deux clichés. Ils montrent une France laïque et républicaine manifestant son intérêt pour l'action de l'Église catholique en Terre Sainte, ne serait-ce que pour tenter d'y limiter l'influence britannique après la Première guerre mondiale. L'aspiration à l'indépendance des chrétiens d'Orient va trouver, entre autres, dans ces gestulations diplomatiques, un terreau fort utile.

Marc SÉVRIEN

« Les Chrétiens d'Orient », Mairie du 7^e arrondissement, 116, rue de Grenelle. Du 27 février au 19 mars. Visite conférence le mercredi à 15 heures.



Étoiles

Il y a des spectacles qui marquent, films, pièces, ballets. La Guerre des étoiles en fait partie. Une exposition à la Cité du cinéma de Saint-Denis y est consacrée jusqu'au 30 juin prochain.

A la sortie du premier film de la série, je suis de ceux qui faisaient la moue devant ce que je considérais comme le dernier avatar de la sous-culture américaine. C'était avant de découvrir George Lucas et Steven Spielberg. Il n'est jamais trop tard pour faire amende honorable et la récente rediffusion de la saga « remasterisée » démontrait combien l'œuvre de Lucas en est justement une.

Cette histoire est nourrie d'éléments tirés tant des mythes et légendes que de l'histoire du monde. C'est ce qui en fait la densité et l'intérêt. On ne peut reprocher aux auteurs un manque de culture et je ne suis pas sûr que tous les publics aient été bien conscients du foisonnement d'histoires contenues dans les six épisodes du film.

L'exposition qui lui est consacrée à la « Cité du cinéma » est bien passionnante. Elle rassemble des éléments ayant servi aux films, qu'il s'agisse de costumes, de schémas et de dessins ou encore des traces de l'extraordinaire évolution des effets spéciaux destinés aux grands et petits écrans.

On ne peut que louer la vision de Lucas, l'extrême richesse des influences qu'il a subies et son goût prononcé pour une esthétique qui a d'un coup ringardisé des dizaines de films et de séries

télévisées. Il y a eu un avant et un après. L'idée même de reprendre totalement les trois premiers épisodes pour leur permettre de tirer bénéfices des formidables avancées techniques dans le domaine des effets visuels montre bien qu'une œuvre de ce genre n'est jamais totalement terminée et que la technique permet à l'auteur de toujours approcher au plus près l'exacte vision de ce qu'il recherchait. Il faut admettre que l'imagination du réalisateur paraît sans limite.

Le succès d'une saga, pourtant montée dans les plus extrêmes difficultés, se juge à la quantité impressionnante de niveaux de lecture de ce qui nous est présenté. Tous les publics peuvent y trouver leur compte et même les plus exigeants n'ont guère trouvé quoi que ce soit à redire. Chose la plus importante, contrairement à tant de productions qui sont datées, la *Guerre des étoiles* traverse le temps sans dommage aucun et parce qu'elle a été murement pensée et splendidement réalisée gardera sa fraîcheur pour un long temps encore.

Cette exposition est à voir, en privilégiant les jours de semaine et les matinées, sinon, c'est une grande cohue.

Pascal BEAUCHER

Les Mercredis de la NAR

À Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos amis et sympathisants dans nos locaux (38 rue Sibuet Paris 12^e) pour un débat avec un conférencier, une personnalité politique ou un écrivain.

Accueil à partir de 19 h 45. Entrée libre, une participation aux frais de 2 euros est demandée. La conférence commence à 20 h précises et elle s'achève à 22 h. Une carte d'Abonné des Mercredis annuelle (12 euros) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir le programme des conférences.

Après la conférence, à 22 h, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 7 euros).

Mercredi 5 mars : L'exigence de compétitivité est invoquée de manière incessante par nos élus. Il ne s'agit plus uniquement d'améliorer la performance des firmes ; les nations doivent elles aussi être compétitives. L'Union européenne insiste sur la nécessité de réformer nos systèmes sociaux et fiscaux dans ce sens.

Mais à quoi correspond cette « compétitivité nationale » ? Comment la mesurer ou l'améliorer ? Comment agit-elle sur la liberté des peuples et le fonctionnement des États ? Peut-on penser ensemble **Compétitivité et souveraineté** ?

Professeur agrégé d'histoire-géographie et chercheur en sciences humaines, auteur notamment de « **Géographie de la compétitivité** » (PUF, 2013), **Gilles ARDINAT** tâchera de répondre à ces questions en démontrant que la compétitivité territoriale est un avatar du néolibéralisme peu compatible avec le principe de souveraineté.

Mercredi 12 mars : Les attentats commis par Mohammed Merah en 2012, les enjeux de la guerre civile en Syrie et le scandale des écoutes effectuées par la NSA américaine attirent régulièrement l'attention sur les services de renseignement, qui souffrent dans notre pays d'une suspicion aussi traditionnelle qu'infondée.

Quels sont, au juste, les **Nouveaux enjeux du renseignement français** ? Consultant international, auditeur de l'Institut des Hautes études de Défense nationale, **Étienne PELLOT** a récemment publié avec **Bernard Squarcini**, créateur voici cinq ans de la Direction centrale du renseignement intérieur, un ouvrage qui permet de faire le point sur l'action de nos services spéciaux.

Nous aurons à réfléchir sur l'organisation des services et sur leurs missions classiques et nouvelles : protection du territoire national, défense des intérêts français à l'étranger, contre-terrorisme, renseignement économique, protection des données numériques...

Deuil

Jean Charbonnel

Nous avons appris avec grande tristesse la mort de Jean Charbonnel. Engagé très jeune dans la Résistance, il fut tout au long de sa vie politique fidèle au général de Gaulle, dont il fut le ministre. De tradition démocrate-chrétienne, proche d'Edmond Michelet, il se situait à sa manière dans le gaullisme de gauche et c'est selon cet engagement qu'il avait participé à la direction du Pôle républicain, pour le soutien à la campagne de Jean-Pierre Chevènement en 2002.

Jean Charbonnel honorait la Nouvelle Action royaliste de son amitié. Aux Mercredis de la NAR, il nous avait présenté plusieurs de ses livres – dont « *Les légitimistes de Chateaubriand à de Gaulle* » en 2006 – et plusieurs dirigeants de notre mouvement gardent le souvenir des discussions qu'ils ont eues avec lui.

Nous garderons sa mémoire.

Errata

Deux erreurs se sont glissées dans notre dernier numéro.

1° Le numéro de téléphone de l'Œuvre d'Orient était incomplet. Il fallait lire : 01 45 48 46 55.

2° Écho des blogs dans le troisième paragraphe, il fallait lire : **Il faut aujourd'hui créer six dollars de dettes aux USA pour produire un dollar de croissance.** Et non un point de croissance.

D'autre part, la référence de la note était : <http://thinkerview.com/>

Souscription

Poursuivre le mouvement...

Nous remercions chaleureusement ceux qui ont répondu à notre appel et nous accordent d'ores et déjà leur soutien.

Nous invitons tous nos amis à répondre à notre appel. Notre indépendance est à ce prix et nous savons que, comme nous, vous y tenez par dessus tout. La NAR n'en est pas encore, il s'en faut de loin, à avoir des problèmes de « riches ».

Dans nos prochaines parutions, nous vous tiendrons informés tant de la participation des donateurs qui nous ont autorisés à publier leur participation que du résultat de notre appel de fonds.

Communiquer avec la NAR

38, rue Sibuet
75012 Paris

Adresse électronique :
info@nouvelle-action-royaliste.fr

Sites Internet :

<http://www.nouvelle-action-royaliste.fr>
<http://archivesroyalistes.org>

Tél. : 01 42 97 42 57

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (50 €) ☐ soutien (120 €)

Royaliste, 38, rue Sibuet 75012 Paris

Crise en Ukraine

A Kiev, l'occupation de la place de l'Indépendance et les journées d'insurrection ont fait l'objet d'un formatage médiatique auquel nous sommes habitués. Ce fut l'Occident contre la Russie, le Peuple ukrainien contre le suppôt de Moscou, la victoire des « pro-européens » sur les oligarques corrompus. L'unanimité des médias et de leurs experts provoqua un effet de sidération qui n'a qu'un seul avantage : sa brièveté. Mais pendant l'opération, il ne faisait pas bon rappeler les vérités qui pourtant sautent aux yeux.

L'Occident ? C'est le masque dérisoire du gouvernement des États-Unis, à la manœuvre sur la place de l'Indépendance, où l'on vit s'agiter, en décembre, un vice-secrétaire d'État américain.

L'Europe ? La Russie et l'Ukraine en font partie depuis plus de mille ans. L'Union européenne fut absente en tant que telle – où était donc la baronne Ashton ? – et se réduisit à l'activisme des gouvernements de Berlin et de Varsovie qui agissaient selon les tropismes historiques de l'Allemagne et de la Pologne. Que Laurent Fabius se soit mis à la remorque de cet attelage relève de l'anecdote – parfaitement humiliante pour nous autres Français.

L'opposition ukrainienne ? On la présentait comme un bloc pro-européen alors que les occupations de lieux et de bâtiments publics, à Kiev et à Lviv, mobilisaient les groupes de choc nationaux-socialistes, en pointe dans les affrontements armés, des citoyens à juste titre révoltés contre la corruption, des partisans de l'intégration européenne et la foule généreuse des

citoyens indignés par la répression policière. Ces opposants disparates furent encouragés par Washington et Berlin à abattre Viktor Ianoukovitch, président manifestement pourri mais considéré comme suffisamment légitime pour négocier avec la Commission, de 2010 à 2013, un accord d'association. On ne saurait croire que cette ingérence éhontée a été dictée par un souci tardif de moralité. Les États-Unis



veulent réduire au maximum l'influence russe sur le continent européen. L'Allemagne veut élargir ses bases arrière et y développer ses capacités d'exploitation des firmes et des populations qui lui sont utiles. C'est tout. Et c'est trop.

Au lendemain de la destitution du président de la République, le 23 février, le voile de la propagande s'est déchiré et les médias ont commencé à nous avertir que la crise ukrainienne n'était pas terminée. En effet ! L'unité du pays est mise en cause car l'Est de l'Ukraine et la Crimée n'accep-

tent pas que Kiev tourne le dos à la Russie. La situation financière est catastrophique et l'aide proposée par Bruxelles est dérisoire. La libération de Ioulia Timochenko signifie que *l'Occident* se moque des aspirations démocratiques des Ukrainiens. Avec l'accord des États-Unis, Bruxelles et Berlin soutiennent une oligarchie dont les pratiques mafieuses sont avérées et c'est son parti, allié à celui d'un autre candidat de Berlin, Vitali Klitschko, et aux nationaux-socialistes de Svoboda qui va organiser la transition. Sinistre résultat d'une insurrection sanglante.

Pourtant, aucune fatalité ne pèse sur l'Ukraine. Après l'élection présidentielle de mai, l'Union européenne pourrait concevoir et mettre en œuvre, en coopération avec la Fédération de Russie, un plan de redressement financier, de développement économique et de progrès social destiné à intégrer l'Ukraine dans l'ensemble continental. Cette politique supposerait l'ouverture de larges facilités financières, l'organisation d'échanges équitables et une lutte impitoyable contre la corruption – dans laquelle les États de l'ouest européen devraient se montrer exemplaires.

Telle n'est pas la voie que Bruxelles et Berlin veulent imposer aux nouveaux dirigeants kiéviens. Lors des négociations sur l'accord d'association, il était clairement apparu que l'Union européenne ne voulait pas intégrer l'Ukraine. Ceux qui brandissent le drapeau bleu sur la place de l'Indépendance vont vite apprendre à décrypter le langage qui leur est tenu : la **libre concurrence**, le **libre échange**, les **réformes** en contrepartie de l'aide financière, c'est tout simplement le programme ultra-libéral qui est en train de détruire la Grèce, l'Espagne, le Portugal, la Croatie, et tant d'autres pays qui sont soumis aux diktats du Fonds monétaire international.

À Kiev comme ailleurs, il ne suffit pas de liquider un oligarque pour mener à bien une révolution.

Bertrand RENOUVIN